



CONCEVOIR AUJOURD'HUI LES USINES DU FUTUR

2018
RAPPORT FINANCIER
#Exercice 2017



PROFIL

Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les grands industriels mondiaux des secteurs de l'acier, de l'aéronautique, de l'aluminium, de l'automobile, du ciment et des minéraux, de l'énergie, de la logistique et du verre. Implanté dans près d'une trentaine de pays et comptant près de 8700 collaborateurs sur les cinq continents, le Groupe est reconnu pour sa maîtrise technologique et ses compétences dans la réalisation de grands projets d'ensemble partout dans le monde.

SOMMAIRE

Rapport d'activité	02
Gouvernement d'entreprise	10
Renseignements financiers et juridiques	14
Comptes consolidés de l'exercice 2017	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	56
Assemblée générale ordinaire annuelle du 28 juin 2018	58
Projet de résolutions (extrait)	58

RAPPORT DU DIRECTOIRE

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2018

1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2017

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

La croissance de la production mondiale s'est établie, selon les estimations du FMI, à 3,7% en 2017, au plus haut depuis 2011 (3,9%). L'activité économique s'est donc affermie, enregistrant, selon les propres termes du FMI, «l'accélération synchronisée de la croissance mondiale la plus large depuis 2010». Parallèlement, les indices de production manufacturière et de commandes à l'industrie ont affiché une nette progression, pour retrouver en cours d'année des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis fin 2014.

Dans ce contexte, la dynamique exceptionnelle du marché de la logistique se confirme, la demande de centres de tri et d'entrepôts de stockage étant tirée par le développement de l'e-commerce, dans les pays avancés mais également en Chine. Par ailleurs, la stabilisation puis la progression des cours du pétrole et des matières premières s'est traduite par la confirmation de grands projets attendus dans l'aluminium et l'acier, et par la reprise de l'investissement dans l'énergie, après le coup d'arrêt de 2015 et 2016. Seul le secteur de l'automobile marque le pas, après avoir bénéficié ces dernières années, notamment aux États-Unis, d'une vague de projets liés au lancement de nouveaux modèles ou moteurs.

Les enregistrements de commandes du Groupe atteignent ainsi, en 2017, le chiffre record de 2 117 M€, en hausse de 652 M€ (+ 45%) par rapport à 2016 (1 465 M€).

1.2. CROISSANCE EXTERNE

Le 19 juillet 2017, Fives a réalisé l'acquisition du sous-groupe Syleps (devenu Fives Syleps), spécialisé dans les solutions d'automatisation des flux logistiques internes des entrepôts et plateformes logistiques, à destination d'acteurs de la distribution, de l'agro-alimentaire ou de la messagerie. La division logistique du Groupe, dont l'offre était jusqu'alors essentiellement centrée sur les systèmes de tri haute cadence, se dote ainsi de briques technologiques propriétaires dans les domaines du stockage et de la préparation de commandes (constitution de palettes hétérogènes), tout en intégrant des compétences de haut niveau en informatique et robotique.

Syleps emploie 228 personnes et réalise, en année pleine, un chiffre d'affaires d'environ 40 M€ pour un EBITDA aux alentours de 5 M€.

1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Logistique

Le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie et de transport, ainsi qu'aux acteurs du e-commerce. Il offre également des solutions de gestion automatisée des entrepôts, à destination notamment du secteur de la distribution.

Dans le domaine de la logistique, la dynamique de croissance est toujours exceptionnelle. La hausse des volumes de marchandises transportées liée au développement de l'e-commerce et les contraintes associées en termes de cadences et de gestion des flux soutiennent la demande d'automatisation des centres de tri. Les sociétés de messagerie express et les opérateurs postaux nationaux poursuivent ainsi les programmes lancés depuis quelques années en Europe, au Japon et en Amérique du Nord, tandis que de nouveaux acteurs issus de l'e-commerce tels qu'Amazon ou JD.Com, changent de business model pour intégrer, en aval de leurs plateformes internet, le stockage et la distribution des marchandises. Enfin, l'acquisition de Syleps ouvre au Groupe de nouvelles perspectives sur le segment de la distribution.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'année 2017, à 420 M€, doublent par rapport à 2016 (210 M€), démontrant la capacité du Groupe à se positionner comme un fournisseur de technologie de premier plan sur ce marché en croissance.

Automobile

Le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.

Dans le domaine de l'automobile, l'activité commerciale a marqué le pas en 2017, après la forte croissance observée en 2016. D'une part, le retournement du marché automobile américain, où les ventes de véhicules neufs ont baissé pour la première fois depuis sept ans, a affecté le segment des systèmes automatisés de production. D'autre part, sur le segment des systèmes d'usinage, spécialisé notamment dans la production de machines de rectification d'organes mécaniques pour moteurs thermiques, les réflexions stratégiques en cours autour du moteur électrique incitent les grands constructeurs mondiaux à investir, de façon limitée, dans la remise à niveau d'équipements existants plutôt que dans des équipements neufs, à durée de vie plus longue. La bonne tenue des investissements en Europe et en Chine, ainsi que sur le segment des systèmes de remplissage, ne permet pas d'inverser la tendance.

Les enregistrements de commandes de l'année 2017 s'affichent ainsi à 331 M€, en baisse de 15% par rapport à 2016 (387 M€).

Aéronautique et industrie

Le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des biens d'équipements industriels pour les secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose, par ailleurs, des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.

Dans le domaine de l'aéronautique, où la vague d'investissements liée aux lancements du Boeing 737 Max et de l'Airbus A320 Neo est désormais passée, la baisse durable du prix du pétrole a changé la donne pour les compagnies aériennes, dont la flotte actuelle est redevenue suffisamment rentable pour différer l'acquisition d'avions de nouvelle génération, moins consommateurs de kérosène. Les constructeurs subissent ainsi des

décalages ou annulations de commandes, ce qui s'est traduit, depuis deux ans, par un ralentissement des rythmes de production prévisionnels, et donc de la montée en cadence de la chaîne de sous-traitance. La Chine, qui s'est engagée dans le développement accéléré de sa propre industrie aéronautique (identifiée comme l'une des dix priorités industrielles du plan annoncé en 2015), et où de premiers investissements importants avaient été réalisés en 2016, a par ailleurs marqué le pas en 2017, de nombreux programmes ayant été reportés à 2018.

Dans le domaine de l'industrie, aucune amélioration n'a été observée sur les segments du pétrole, d'une part, et de la mine et des engins de chantier, d'autre part, où les niveaux d'investissements sont restés faibles. Le segment de la maintenance industrielle, où le Groupe opère principalement en France, continue de son côté de progresser, année après année.

Au total sur le pôle aéronautique et industrie, les enregistrements de commandes du Groupe s'affichent à 256 M€, en baisse de 11 M€ par rapport à 2016 (267 M€), l'activité de maintenance industrielle compensant en partie le décalage des programmes chinois dans l'aéronautique.

Métal

Le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des lignes de traitement de la bande d'acier ainsi que des laminoirs et des fours de réchauffage de grande capacité. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où il fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, la demande mondiale a continué de croître à un rythme soutenu. Du côté de l'offre, après un bas de cycle de près de quatre ans, l'investissement est enfin reparti, avec en point d'orgue le lancement d'un nouveau projet capacitaire au Bahreïn, où le Groupe a décroché trois commandes significatives. Par ailleurs, la remontée du prix de l'aluminium au cours de l'année 2017, à plus de 2000 dollars la tonne, s'est accompagnée d'un rebond des activités de services.

Les enregistrements de commandes sur le segment de l'aluminium s'élèvent ainsi à 342 M€ en 2017 et progressent fortement par rapport à 2016 (122 M€).

Dans le domaine de l'acier, le marché reste affecté par des surcapacités structurelles. Après deux années de restructurations profondes, l'activité commerciale a repris en 2017 un peu partout dans le monde, de façon certes très modeste. Des investissements plus emblématiques se sont, par ailleurs, concrétisés sur quelques niches, en particulier les aciers à haute valeur ajoutée à destination de l'industrie automobile, où la technologie de rupture du Groupe lui a permis de décrocher plusieurs commandes, dont une significative pour une ligne complète de recuit et galvanisation aux États-Unis.

Les enregistrements sur le segment de l'acier s'affichent ainsi à 243 M€ en 2017, en forte hausse par rapport à 2016 (79 M€).

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2015	2016	2017
Amériques	635,9	482,0	635,6
Asie et Océanie	364,0	328,8	345,2
Europe	532,5	550,2	785,6
Moyen-Orient et Afrique	175,4	104,1	350,6
Total	1 707,8	1 465,1	2 117,0
Dont économies matures	62%	64%	67%
Dont pays émergents	38%	36%	33%

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2015	2016	2017
Automobile	314,5	386,9	330,9
Logistique	218,7	210,0	420,3
Métal (aluminium et acier)	259,2	201,0	584,8
Énergie	334,9	301,0	445,1
Ciment	232,7	84,4	75,5
Aéronautique et industrie	342,6	266,6	255,9
Holding et filiales de réalisation	5,2	15,2	4,5
Total	1 707,8	1 465,1	2 117,0

Au total dans le métal, les enregistrements de commandes de l'année 2017 s'établissent à 585 M€, près de trois fois au-dessus du niveau de 2016 (201 M€), marquant à la fois une reprise générale de l'investissement et la concrétisation de quelques grands projets, après plusieurs années de bas de cycle.

Énergie

Le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Dans le domaine de l'énergie, l'environnement commercial est resté marqué par un prix du pétrole toujours bas (sous les 60 dollars le baril jusqu'en toute fin d'année) et par une réduction de l'appareil productif en fonctionnement, de nombreuses installations ayant été mises à l'arrêt depuis 2015. Après deux années complètement atones, l'activité a cependant nettement redémarré en 2017 sur les segments de la cryogénie et des tubes, portée par des investissements dans le secteur du gaz (extraction et traitement), notamment aux États-Unis.

Sur le segment de la tuyauterie nucléaire, après avoir exécuté en 2016 les commandes complémentaires reçues en 2015 sur le projet de construction neuve de l'EPR de Flamanville en France, le Groupe a obtenu en 2017 de nouvelles commandes pour des travaux supplémentaires, à l'approche de la mise en service programmée de la centrale.

Au total dans l'énergie, les enregistrements de commandes s'établissent à 445 M€, en hausse de 144 M€ par rapport à 2016 (301 M€). Indépendamment du segment de la tuyauterie industrielle, lié au marché nucléaire français, les enregistrements progressent de 35% sur les autres segments et traduisent un réel rebond, à des niveaux qui restent toutefois encore éloignés de ceux de la période 2012-2014.

Ciment

L'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs, les filtres (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage jusqu'à la fourniture de cimenteries clés en main et aux services associés.

Dans le domaine du ciment, la demande a peu progressé (+ 2% en 2017) et les taux d'utilisation des installations existantes restent faibles dans de nombreuses régions du monde. À l'exception de quelques zones porteuses (Mexique, Asie du Sud-Est), peu de projets capacitaires sont à l'ordre du jour, d'autant que le mouvement de concentration du marché, symbolisé par les fusions entre Lafarge et Holcim, Heidelberg et Italcementi, ou CNBM et Sinoma, favorise l'attentisme, les nouveaux ensembles fusionnés affichant des objectifs clairs de réduction de leurs investissements. Dans ce contexte, l'activité commerciale du Groupe s'est principalement concentrée, comme en 2016, sur la modernisation des capacités installées, la fourniture d'équipements isolés et le développement du service. Les enregistrements de commandes de l'année 2017 s'établissent ainsi à 76 M€, en légère baisse par rapport à 2016 (84 M€), en l'absence de projet d'ensemble pour la seconde année consécutive.

1.4. PRINCIPAUX SUCCÈS COMMERCIAUX

Logistique

Dans le domaine de la logistique, le Groupe a obtenu et réalisé dans des délais très courts quatre commandes auprès d'un acteur majeur du e-commerce mondial, pour trois centres de tri (aux États-Unis et en France), dont l'un équipé d'un trieur cross-belt, et un centre de gestion des retours (en Slovaquie).

Par ailleurs, Fives s'est vu attribuer, par l'un des acteurs majeurs du secteur de la messagerie express internationale, le projet de mécanisation de son premier hub européen, sur le site de l'aéroport Charles de Gaulle à Paris. La commande consiste en la fourniture d'un centre de tri de colis entièrement automatisé, comprenant trois GENI-Belt™ équipés de 37 lignes d'injection, différents types de chute, et plus de cinq kilomètres de convoyeurs.

Au Japon, l'un des principaux opérateurs de messagerie express japonais, client historique du Groupe, lui a confié la fourniture de quatre systèmes de tris de colis sur deux terminaux, dont deux GENI-Belt™ capables de trier jusqu'à 24 000 colis par heure.

Automobile

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, PSA Groupe a confié à Fives les installations de manutention du nouvel atelier de montage véhicule de l'usine de Rennes la Janais en France, d'une cadence de 30 véhicules par heure, destiné au modèle Peugeot 5008 et au futur SUV Citroën Aircross.

Fives s'est par ailleurs vu attribuer par A123 Systems une commande pour la conception et la fourniture de deux lignes d'assemblage de batteries lithium-ion dernière génération (lithium iron phosphate), en Chine et en République Tchèque.

Aéronautique et industrie

Dans le domaine de l'aéronautique, Fives a obtenu auprès de Boeing des commandes pour la conception et la fourniture de huit nouveaux postes automatisés de formage de raidisseurs, et d'une deuxième cellule automatisée de Formage de Clous pour Raidisseurs, dans le cadre de la montée en cadence de la fabrication des ailes en composite du programme Boeing 777X à Everett, dans l'état de Washington.

Métal

Dans le domaine de l'aluminium, Aluminium Bahrein B.S.C. (Alba) a confié à Fives trois contrats dans le cadre du projet d'extension de la ligne 6 de son smelter : un atelier de production d'anodes crues (GAP), deux centres de traitement des gaz (GTC), et douze machines de services d'électrolyse (PTM).

Dans le domaine de l'acier, Fives a reçu une commande majeure aux États-Unis pour la conception et la fourniture d'une ligne de galvanisation NeoKoil® pour des aciers à haute valeur ajoutée à destination du marché automobile. Cette ligne sera équipée des dernières technologies de rupture propriétaires Fives, incluant les technologies de refroidissement rapide Flash Cooling® et d'induction à flux transverses Eco-TransFlux®.

Énergie

Dans le domaine de la cryogénie, le Groupe a pris position sur le marché américain, en enregistrant deux commandes emblématiques : l'une auprès de CB&I, dont le client final est Total, pour une boîte froide

de 400 tonnes destinée au traitement de l'éthylène ; et l'autre, auprès d'UOP Russel, pour 24 unités de traitement de gaz naturel.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS.

Le périmètre de consolidation intègre six mois d'activité du sous-groupe Syleps, acquis en juillet ; Fives Syleps contribue à hauteur de 23M€ au chiffre d'affaires de l'exercice. À l'inverse, l'appréciation du cours moyen de l'euro par rapport aux autres devises fonctionnelles du Groupe en 2017 affecte les principaux agrégats du Groupe par rapport à 2016 ; l'effet de change est ainsi défavorable de 22M€ sur le chiffre d'affaires. Au total, les effets de périmètre et de change se compensent donc sur l'activité du Groupe.

La société AddUp, joint-venture détenue à 50% par Fives et à 50% par Michelin, et créée dans l'objectif de développer et commercialiser à l'échelle mondiale des machines et des ateliers de production industriels via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal), a été consolidée par mise en équivalence. Le démarrage de cette société s'est accompagné d'un investissement important, qui se poursuivra encore quelques années avant qu'elle n'atteigne son point d'équilibre. Sa contribution au résultat net 2017 du Groupe est donc une perte, présentée sur la ligne « quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ».

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2017

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 1896M€, en hausse de 117M€ (+6,6%) par rapport à 2016 (1779M€).

Il reste stable sur les segments « amont » où la reprise des investissements dans le métal et l'énergie, matérialisée notamment par le retour de grands projets, s'est traduite par une hausse de l'activité en 2017, compensant le recul dans le ciment où aucun nouveau contrat d'ampleur n'a été mis en vigueur, tandis que le carnet résiduel à exécuter en 2017 s'affichait en baisse, les trois cimenteries complètes en cours de réalisation ayant significativement avancé en 2015 et 2016.

Il progresse en revanche fortement sur les segments « aval », tirés par la logistique, où la dynamique de marché est exceptionnelle, ainsi que l'automobile, qui bénéficie du fort carnet de commandes constitué en 2016. L'activité reste, par ailleurs, stable dans l'aéronautique et l'industrie.

Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2017 s'établit à 20,9%, en baisse de 0,6 point par rapport à 2016 (21,5%). Cette baisse s'explique principalement par des difficultés de réalisation sur quelques contrats d'automatisation complexes aux États-Unis, dans le domaine de l'automobile.

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2016	2017
Chiffre d'affaires	1 779,2	1 896,1
Marge brute	383,0	395,6
Frais généraux	(299,8)	(307,2)
Autres produits et charges opérationnels	8,8	24,9
Participation et intéressement	(2,3)	(4,3)
EBITA	89,7	109,0
Résultat opérationnel courant (EBIT)	64,1	86,5
EBITDA	115,6	135,0
	6,5%	7,1%
Résultat opérationnel	49,1	84,2
Résultat financier	(13,9)	(44,0)
Résultat avant impôt	35,2	40,1
Charge d'impôt	(31,1)	(30,2)
Quote-part de résultat des sociétés MEE	(0,1)	(8,0)
Résultat net de l'ensemble consolidé	4,0	1,9
Résultat net (part du Groupe)	3,2	1,4

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2016	2017
Amériques	567,3	561,8
Asie et Océanie	384,8	357,7
Europe	570,0	679,3
Moyen-Orient et Afrique	257,1	297,3
Total	1 779,2	1 896,1
Dont économies matures	60%	61%
Dont pays émergents	40%	39%

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2016	2017
Automobile	318,5	376,3
Logistique	238,7	299,8
Métal (aluminium et acier)	274,9	318,8
Énergie	375,5	399,1
Ciment	278,0	211,7
Aéronautique et industrie	285,2	278,7
Holding et filiales de réalisation	8,4	11,7
Total	1 779,2	1 896,1

Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 307 M€ en 2017. Ils augmentent de 2,5% par rapport à 2016 (300 M€), soit de façon plus mesurée que le chiffre d'affaires (+ 6,6%).

Cette progression s'explique en totalité par la division logistique qui, d'une part, se structure pour accompagner la forte croissance du marché et, d'autre part, a intégré Syleps.

Les frais généraux restent stables dans les autres divisions, à l'exception de l'automobile, qui voit son chiffre d'affaires progresser fortement, et du métal, qui continue de réduire ses frais de structure.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent un produit de 29 M€ relatif à la réestimation des dettes d'earn-out comptabilisées au titre des acquisitions de Fives ECL, et, dans une moindre mesure, de Fives Lund LLC : compte tenu des dernières estimations des éléments sous-jacents, plus aucune dette relative à ces deux acquisitions ne figure au bilan du Groupe. Pour mémoire, un produit de 11 M€ avait déjà été reconnu en 2016.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'établit à 135 M€ en 2017 (7,1% du chiffre d'affaires), à comparer à 116 M€ en 2016 (6,5% du chiffre d'affaires).

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 86 M€ en 2017, à comparer à 64 M€ en 2016. Outre l'amélioration de l'EBITDA, il bénéficie de la baisse des amortissements, certains incorporels reconnus dans le cadre des acquisitions de ces dernières années étant désormais totalement amortis.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 84 M€ en 2017, à comparer à 49 M€ en 2016. Pour mémoire, il incluait en 2016 une charge non courante de près de 15 M€ (contre une charge de 1 M€ en 2017), principalement liée aux actions de réduction des points morts menées par le Groupe dans ses activités dans le métal et l'énergie.

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations.

Le résultat financier s'affiche en perte de 44 M€ en 2017, à comparer à une perte de 14 M€ en 2016. Il baisse donc de 30 M€, dont 26 M€ provenant du résultat de change (perte de 29 M€ en 2017, contre perte de 3 M€ en 2016).

Le résultat de change intègre principalement les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devises consentis par la société :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American Combustion en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund LLC en 2015 ;

- en livres sterling à la holding anglaise Fives UK Holding Ltd. fin 2012, dans le cadre de l'acquisition par celle-ci des filiales anglaises du Groupe.

Du fait de la dépréciation du cours de clôture des deux devises par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017, une perte de change de 24 M€ a été comptabilisée en 2017 sur ces prêts et emprunts en devises. Pour mémoire, une perte de change de 3 M€ avait été constatée en 2016 du fait de la dépréciation du cours de clôture de la livre sterling par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016, compensée partiellement par l'appréciation du cours du dollar.

La perte de change nette de 24 M€ reconnue en 2017 sur ces prêts intragroupe en devises se décompose en un gain réalisé à hauteur de 9 M€ (figé au travers de la mise en place de couvertures et lors des flux de remboursement) et une perte latente ainsi qu'un impact des couvertures à hauteur de 33 M€. Depuis la mise en place des différents prêts et emprunts, le Groupe a reconnu un gain de change net cumulé de 42 M€, dont 36 M€ de gain net réalisé et 6 M€ de gain net latent.

Hors résultat de change, les principaux éléments constitutifs du résultat financier se décomposent de la façon suivante :

- coût de l'endettement financier : - 5 M€, stable par rapport à 2016 ;
- effet de désactualisation des dettes d'earn-out et engagements de rachat relatifs à Fives ECL et Fives Lund LLC : - 9 M€, contre - 4 M€ en 2016 du fait de la réduction de ces engagements ;
- autres éléments : - 1 M€, contre - 2 M€ en 2016.

Impôt

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice 2017 s'élève à 30 M€ (dont 6 M€ de CVAE et IRAP). Elle diminue de 1 M€ par rapport à 2016 (31 M€), en raison notamment de la baisse du résultat imposable liée à la perte de change, qui vient compenser l'impact négatif sur les impôts différés des baisses de taux d'impôt pour les exercices futurs décidées aux États-Unis et en France.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La charge de 8 M€ comptabilisée en 2017 correspond à la quote-part de résultat net du premier exercice de la société AddUp.

Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit ainsi à 2 M€ en 2017, contre 4 M€ en 2016.

2.3. CONTRIBUTION DES PÔLES À LA PERFORMANCE DU GROUPE

LOGISTIQUE

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	165,2	143,8
Commandes enregistrées	210,0	420,3
Carnet de commandes au 31 décembre	143,8	319,8
Chiffre d'affaires	238,7	299,8
EBITDA	22,2	29,9
Effectif au 31 décembre	544	855

Dans la logistique, le chiffre d'affaires 2017 s'établit à 300 M€, en forte augmentation (+ 25%) par rapport à 2016 (239 M€) sous l'effet d'un niveau d'enregistrements de commandes record sur l'exercice, et, dans une moindre mesure, de la contribution de Fives Syleps.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche en progression (10,0% en 2017, contre 9,3% en 2016). La croissance de l'activité s'accompagne d'une amélioration des marges, mais également d'actions de renforcement et de structuration visant à donner au pôle les moyens de ses ambitions, sur un marché dont la dynamique est durablement bien orientée.

AUTOMOBILE

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	188,1	257,0
Commandes enregistrées	386,9	330,9
Carnet de commandes au 31 décembre	257,0	196,9
Chiffre d'affaires	318,5	376,3
EBITDA	30,6	28,1
Effectif au 31 décembre	1 521	1 595

Dans l'automobile, le chiffre d'affaires s'établit à 376 M€, en progression de 18% par rapport à 2016 (319 M€) sous l'effet d'un carnet d'ouverture en forte hausse (+ 37%).

Cette progression s'explique pour les trois quarts par les activités d'automatisation et d'assemblage, où, d'une part, les niveaux de marge sont par nature très inférieurs à ceux observés sur les autres activités de la division (systèmes d'usinage et de remplissage), et, d'autre part, le Groupe a connu des difficultés de réalisation sur quelques affaires aux États-Unis. Le taux de marge d'EBITDA s'établit donc à 7,5%, en baisse de 2 points par rapport à 2016 (9,6%).

AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	237,8	222,9
Commandes enregistrées	266,6	255,9
Carnet de commandes au 31 décembre	222,9	189,5
Chiffre d'affaires	285,2	278,7
EBITDA	6,6	10,8
Effectif au 31 décembre	1 555	1 569

Le chiffre d'affaires du pôle aéronautique et industrie s'établit à 279 M€ et reste stable (- 2%) par rapport à 2016.

Le taux de marge d'EBITDA s'améliore pour la deuxième année consécutive, confirmant la meilleure maîtrise des marges en exécution et la progression des activités de services.

MÉTAL

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	262,2	186,6
Commandes enregistrées	201,0	584,8
Carnet de commandes au 31 décembre	186,6	438,3
Chiffre d'affaires	274,9	318,8
EBITDA	12,4	31,7
Effectif au 31 décembre	1 592	1 574

Le chiffre d'affaires 2017 du pôle métal s'établit à 319 M€, en augmentation de 16% par rapport à 2016 (275 M€). Cette hausse d'activité provient du segment de l'aluminium où le Groupe a notamment enregistré en début d'année des commandes significatives dans le cadre d'un projet d'extension d'une aluminerie au Moyen-Orient.

Hors effets liés aux autres produits et charges opérationnels mentionnés plus haut au titre de 2017 et 2016, le taux de marge d'EBITDA s'établit à 2,0% en 2017, en progression de près de 1 point par rapport à 2016 (1%), sous l'effet de la reprise d'activité dans l'aluminium, d'une part, et d'une

meilleure absorption des frais fixes grâce aux actions de réduction des points morts menées ces dernières années, d'autre part. Malgré l'enregistrement d'une affaire significative aux États-Unis en fin d'année (qui contribue peu aux résultats de l'exercice), le segment de l'acier souffre encore en 2017 et se présente en légère perte.

ÉNERGIE

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	250,5	175,9
Commandes enregistrées	301,0	445,1
Carnet de commandes au 31 décembre	175,9	215,8
Chiffre d'affaires	375,5	399,1
EBITDA	18,3	20,6
Effectif au 31 décembre	2 263	2 217

Le chiffre d'affaires du pôle énergie s'établit à 399 M€ en 2017. La hausse de 6% par rapport à 2016 (375 M€) provient de trois segments : la cryogénie, où le Groupe réalise notamment une belle percée sur le marché américain ; le sucre, qui bénéficie de la hausse des cours et le nucléaire, où l'activité s'est accélérée sur les affaires relatives à l'EPR de Flamanville.

Le taux de marge d'EBITDA progresse pour sa part très légèrement (+ 0,3 point par rapport à 2016), à 5,2% en 2017.

CIMENT

En millions d'€	2016	2017
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	447,6	249,5
Commandes enregistrées	84,4	75,5
Carnet de commandes au 31 décembre	249,5	113,0
Chiffre d'affaires	278,0	211,7
EBITDA	22,8	19,9
Effectif au 31 décembre	586	560

Le chiffre d'affaires 2017 du pôle ciment s'établit à 212 M€, en net retrait (- 24%) par rapport à 2016 (278 M€). D'une part, les trois cimenteries complètes en cours d'exécution, après avoir significativement contribué à l'activité en 2015 et 2016, sont désormais très avancées et ont mécaniquement vu leur carnet restant à exécuter se réduire, d'autre part, aucune nouvelle commande d'ampleur n'a été mise en vigueur au cours de l'exercice 2017.

La marge d'EBITDA progresse, pour sa part, de plus d'un point, à 9,4% en 2017 (contre 8,2% en 2016), sous l'effet de l'amélioration des marges en exécution sur les cimenteries clés en mains.

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.15	31.12.16	31.12.17
Amériques	400,9	317,0	355,8
Asie et Océanie	359,6	312,0	281,2
Europe	394,4	369,9	537,0
Moyen-Orient et Afrique	401,0	247,8	302,6
Total	1 555,9	1 246,7	1 476,6
Dont économies matures	45%	47%	59%
Dont pays émergents	55%	53%	41%

CARNET DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.15	31.12.16	31.12.17
Automobile	188,1	257,0	196,9
Logistique	165,2	143,8	319,8
Métal (aluminium et acier)	262,2	186,6	438,3
Énergie	250,5	175,9	215,8
Ciment	447,6	249,5	113,0
Aéronautique et industrie	237,8	222,9	189,5
Holding et filiales de réalisation	4,5	11,0	3,3
Total	1 555,9	1 246,7	1 476,6

3. PERSPECTIVES DU GROUPE**3.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

Les perspectives de l'économie mondiale pour 2018 restent solides, en particulier dans les pays avancés : les conditions financières mondiales favorables, les récentes réformes fiscales et la politique de relance budgétaire américaine, sont autant de facteurs qui devraient contribuer à maintenir l'accélération de la demande, et en particulier de l'investissement. Les pays émergents devraient ainsi voir leurs exportations progresser, tout en bénéficiant, par ailleurs, de la hausse des prix du pétrole et des matières premières.

La recrudescence des tensions géopolitiques mondiales (Moyen-Orient, Corée du Nord), la forte appréciation de l'euro par rapport à l'ensemble des grandes devises mondiales, et les répercussions potentielles de la politique américaine (hausse des tarifs, remise en cause de l'ALENA) sur le commerce mondial assombrissent toutefois le paysage, contribuant au retour de comportements attentistes chez de nombreux clients.

3.2. CARNET DE CLÔTURE ET ACTIVITÉ ATTENDUE EN 2018

Le Groupe termine l'année 2017 avec un carnet de clôture de 1 477 M€, en hausse de 230 M€ (+ 18%) par rapport à 2016 (1 247 M€).

Sur la base du carnet de commandes et des perspectives commerciales, l'activité devrait être soutenue en 2018 dans la logistique, le métal, et l'énergie. Dans le domaine du ciment, le Groupe a signé au Mexique un contrat d'ensemble qui devrait se mettre en vigueur au premier semestre 2018, et apporter ainsi de la charge, le carnet restant à exécuter s'étant fortement réduit fin 2017. Enfin, les effets du ralentissement du marché de l'automobile devraient pouvoir être compensés par la reprise de l'aéronautique, où la concrétisation des programmes d'investissements chinois est attendue. L'activité du Groupe devrait donc encore progresser en 2018.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de deux membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives, et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65^e anniversaire.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

Frédéric Sanchez, 58 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.

Membre du Conseil de surveillance de Holding d'Infrastructures des Métiers de l'Environnement SAS.

Président et membre du Conseil d'administration de Cameron France Holding SAS.

Administrateur de Mirion Technologies (Topco) Ltd.

Membre du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.

Martin Duverne, 61 ans, membre du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de sept membres à compter du 27 juin 2017, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 69 ans, Président et membre du Conseil de surveillance. Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Directeur général de Gestao Empresarial.
Membre du Conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën.
Membre du Conseil de surveillance de Lhoist Do Brasil Ltda.
Administrateur de Latam Airlines Group.
Administrateur de Tam linhas Aereas.

Jacques Lefèvre, 80 ans, Président d'Honneur et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 20 décembre 2012 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats:

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement Maroc.

Dominique Gaillard, 58 ans, Vice-président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 17 octobre 2012 (et renouvelé le 25 juin 2013). Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian Holding.
Administrateur, membre du Comité Stratégique, membre du Comité des Rémunérations et Nominations de Mersen.
Censeur de Club Med Holding.

Lise Fauconnier, 52 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012 et renouvelée le 25 juin 2015, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian Holding.

Antonio Marcegaglia, 54 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 27 juin 2014, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Principaux autres mandats:

Président-Directeur général de Marcegaglia Group.
Administrateur de Luigi Lavazza Spa.

Jean-Georges Malcor, 61 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Directeur général et Administrateur de CGG.

Membre du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.
Administrateur de Arabian Geophysical & Surveying Company.

Laurence Parisot, 59 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommée à cette fonction le 27 juin 2017, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022

Principaux autres mandats:

Administratrice de BNP Paribas.
Administratrice d'EDF.
Administratrice de Foxintelligence.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités:

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination Pays ainsi que par les directions fonctionnelles de Fives. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Au cours de l'année 2017, il a notamment débattu des sujets suivants:

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- santé, sécurité, environnement ;
- innovation ;
- problématiques d'export compliance et de prévention de la corruption ;
- plans d'actions pour le développement des ventes de pièces de rechanges.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF (au 31 déc. 2017)

Suresh Abye, 39 ans,
Directeur financier.

Xavier Becquey, 48 ans,
Directeur de la performance opérationnelle.

Daniel Brunelli-Brondex, 57 ans,
Directeur Pays Inde.

Jean-Marie Caroff, 56 ans,
Directeur du développement international.

Alain Cordonnier, 57 ans,
Directeur de l'activité Ciment.

Sylvain Dulude, 55 ans,
Directeur Pays Amérique du Nord.

Denis Hugelmann, 59 ans,
Directeur des activités Automobile et Aéronautique.

Arnaud Lecœur, 47 ans,
Directeur juridique.

Yannick Leprêtre, 48 ans,
Directeur Innovation et Digital.

Guillaume Mehlman, 53 ans,
Directeur des activités Acier et Verre.

Frédéric Renaud, 65 ans,
Directeur Pays Italie.

Luigi Russo, 44 ans,
Directeur des activités Combustion et Intralogistics.

Michelle XY Shan, 52 ans,
Directeur Pays Chine.

Paule Viallon, 52 ans,
Directeur des ressources humaines.

Hugues Vincent, 62 ans,
Directeur de l'activité Aluminium.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité de coordination et d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces Comités ont pour objet d'assurer, par zone géographique, une large concertation sur la stratégie et la situation de Fives, ainsi que de définir les modalités de mise en œuvre au sein des filiales du Groupe.

Ils sont composés, outre les membres du Comité exécutif, des Directeurs généraux (ou fonctions équivalentes) et des Directeurs fonctionnels de Fives ou du pays concerné.

Les Comités de coordination et d'orientation Pays se réunissent trois à quatre fois par an sous la présidence :

- des Directeurs Pays pour l'Amérique du Nord, la Chine, l'Inde et l'Italie,
- du Président du Directoire de Fives pour la France.

LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des comptes.

Lise Fauconnier, membre du Comité des comptes.

Jacques Lefèvre, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur des Comptabilités Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des nominations et des rémunérations.

Jean-Georges Malcor, membre du Comité des nominations et des rémunérations.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel des directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

- **Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Auditex**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Beas**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2017 à 102 723 764€. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2017.

Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2017 est la société Novafives. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99%.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2017, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2015, 2016 et 2017.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales.

Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	18	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	29
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	18	4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES	30
BILANS CONSOLIDÉS.....	19	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	30
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	20	5.1. Prise contrôle du sous-groupe Syleps	30
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES	21	5.2. Investissement dans la société AddUp.....	30
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	22	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	30
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	22	6.1. Information par secteur opérationnel.....	30
2. PRINCIPES COMPTABLES	22	6.2. Chiffre d'affaires.....	32
2.1. Déclaration de conformité.....	22	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	32
2.2. Évolutions du référentiel comptable	22	6.4. Frais de recherche et développement	33
2.3. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	23	6.5. Autres produits et charges opérationnels	33
2.4. Présentation des états financiers.....	23	6.6. Dotations aux amortissements incluses	
2.5. Méthodes de consolidation.....	23	dans le résultat opérationnel courant	33
2.6. Jugements et estimations significatifs	23	6.7. Coûts de restructuration.....	33
2.7. Transactions en devises étrangères.....	24	6.8. Résultat de cessions et frais d'acquisitions	33
2.8. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	24	6.9. Résultat financier.....	34
2.9. Information sectorielle.....	24	6.10. Impôts courants et différés.....	34
2.10. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	25	6.11. Écarts d'acquisition	36
2.11. Frais de recherche et développement	25	6.12. Immobilisations incorporelles.....	36
2.12. Immobilisations incorporelles.....	25	6.13. Immobilisations corporelles.....	37
2.13. Immobilisations corporelles	26	6.14. Actifs financiers courants et non courants.....	38
2.14. Contrats de location-financement.....	26	6.15. Stocks et travaux en cours.....	38
2.15. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	26	6.16. Contrats de construction.....	38
2.16. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	26	6.17. Créances clients.....	39
2.17. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	27	6.18. Autres actifs courants.....	39
2.18. Instruments dérivés	27	6.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
2.19. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	28	6.20. Tableau des flux de trésorerie	40
2.20. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	28	6.21. Capitaux propres.....	41
2.21. Trésorerie et équivalents de trésorerie	28	6.22. Provisions courantes et non courantes.....	41
2.22. Provisions	28	6.23. Dettes financières courantes et non courantes.....	45
2.23. Engagements en matière de retraites.....	29	6.24. Autres passifs courants et non courants.....	47
2.24. Provision pour médailles du travail	29	6.25. Contrats de location.....	47
2.25. Impôts sur les résultats.....	29	6.26. Gestion des risques financiers	48
		6.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories	51
		6.28. Engagements hors bilan.....	51
		6.29. Parties liées.....	51
		6.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	52
		6.31. Événements postérieurs à la clôture.....	52
		6.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2017	52

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2017	2016
Chiffre d'affaires	6.2	1 896 053	1 779 199
Coût des ventes		(1 500 474)	(1 396 168)
Marge brute		395 579	383 031
Frais commerciaux		(113 436)	(110 580)
Frais administratifs		(166 129)	(156 416)
Frais de recherche et développement	6.4	(27 621)	(32 811)
Participation et intéressement des salariés		(4 320)	(2 327)
Autres produits et charges opérationnels	6.5	24 877	8 820
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.6	(22 510)	(25 658)
Résultat opérationnel courant		86 440	64 059
Coûts de restructuration	6.7	(1 253)	(14 734)
Pertes de valeur		(548)	(210)
Résultat de cessions et frais d'acquisition	6.8	(472)	29
Résultat opérationnel		84 167	49 144
Coût de l'endettement financier net	6.9	(4 843)	(4 679)
Autres produits et charges financiers	6.9	(39 206)	(9 262)
Résultat financier		(44 049)	(13 941)
Résultat avant impôt		40 118	35 203
Charge d'impôt	6.10	(30 198)	(31 141)
Quote-part de résultat des S.M.E.		(8 037)	(100)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 883	3 962
Part du groupe		1 352	3 216
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		531	746

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2017	2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 883	3 962
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		1 172	136
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(452)	(3)
Variation des écarts de conversion		(19 237)	7 164
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		(18 517)	7 297
Gains et pertes actuariels	6.22	(289)	(3 349)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		(233)	289
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		(522)	(3 060)
Résultat global		(17 156)	8 199
Attribuable:			
- Groupe		(17 015)	7 332
- Participations ne donnant pas le contrôle		(141)	867

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS

En milliers d'euros	Notes	31.12.17	31.12.16
Écarts d'acquisition	6.11	240 992	245 048
Immobilisations incorporelles	6.12	103 181	114 870
Immobilisations corporelles	6.13	179 277	184 983
Actifs financiers non courants	6.14	28 584	17 438
Impôts différés actifs	6.10	32 079	39 578
Actifs non courants		584 113	601 917
Stocks et travaux en cours	6.15	181 574	177 509
Contrats de construction - montants à l'actif	6.16	130 355	127 270
Créances clients	6.17	438 658	409 264
Autres actifs courants	6.18	91 531	96 289
Actifs financiers courants	6.14	6 578	5 510
Actifs d'impôts courants		11 409	8 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.19	129 969	122 627
Actifs courants		990 074	946 787
Total actif		1 574 187	1 548 704

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.17	31.12.16
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		314 782	305 440
Écarts de conversion		15 086	33 643
Résultat net part du Groupe		1 352	3 216
Capitaux propres - Part du Groupe		433 944	445 023
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		9 607	10 805
Capitaux propres	6.21	443 551	455 828
Provisions non courantes	6.22	64 360	71 081
Dettes financières non courantes	6.23	46 645	41 863
Autres passifs non courants	6.24	8 511	37 233
Impôts différés passifs	6.10	9 573	7 807
Passifs non courants		129 089	157 985
Provisions courantes	6.22	79 209	83 540
Dettes financières courantes	6.23	86 538	99 816
Contrats de construction - montants au passif	6.16	271 608	213 457
Fournisseurs et comptes rattachés		349 137	318 966
Dettes d'impôts courants		10 879	18 019
Autres passifs courants	6.24	204 176	201 094
Passifs courants		1 001 547	934 891
Total passifs et capitaux propres		1 574 187	1 548 704

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2017	2016
Trésorerie à l'ouverture		119 590	175 962
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		1 883	3 962
Élimination de la variation des provisions non courantes		(8 161)	654
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		49 133	51 743
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		472	(25)
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		8 037	100
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		16 458	3 681
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		30 198	31 141
Élimination du coût de l'endettement financier net		4 843	4 679
Capacité d'autofinancement		102 863	95 935
Variation du BFR liée à l'activité	6.20	24 839	(53 209)
Impôts sur les sociétés payés		(35 604)	(17 938)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		92 098	24 788
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(29 017)	(27 581)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 474	2 262
Variation des actifs financiers		(18 141)	(5 193)
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(25 770)	(1 195)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(70 454)	(31 707)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(1 047)	(646)
Variation des dettes financières		1 848	(34 589)
Intérêts financiers nets versés		(5 452)	(4 700)
Intérêts financiers nets reçus		1 119	839
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(3 532)	(39 096)
Incidence de la variation des cours de change		(10 241)	(10 356)
Variation de trésorerie		7 871	(56 371)
Trésorerie à la clôture	6.20	127 461	119 590

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2016	102 724	314 289	(7 785)	26 767	717	436 712	10 391	447 103
Résultat net de la période		3 216				3 216	746	3 962
Autres éléments du résultat global			(3 010)	6 993	133	4 116	121	4 237
Résultat net et autres éléments du résultat global		3 216	(3 010)	6 993	133	7 332	867	8 199
Distribution de dividendes							(646)	(646)
Variation de périmètre		127	(84)	(118)		(75)	128	53
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		518				518		518
Autres variations		535		1		536	65	601
Capitaux propres au 31.12.2016	102 724	318 685	(10 879)	33 643	850	445 023	10 805	455 828

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2017	102 724	318 685	(10 879)	33 643	850	445 023	10 805	455 828
Résultat net de la période		1 352				1 352	531	1 883
Autres éléments du résultat global			(530)	(18 557)	720	(18 367)	(672)	(19 039)
Résultat net et autres éléments du résultat global		1 352	(530)	(18 557)	720	(17 015)	(141)	(17 156)
Distribution de dividendes							(1 047)	(1 047)
Variation de périmètre		(23)	23					
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		5 939				5 939		5 939
Autres variations		(3)				(3)	(10)	(13)
Capitaux propres au 31.12.2017	102 724	325 950	(11 386)	15 086	1 570	433 944	9 607	443 551

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la «Société») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 3 rue Drouot, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le «Groupe».

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 16 mars 2018. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 28 juin 2018.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2017. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les nouveaux textes d'application obligatoire pour le Groupe sont :

- amendements à IAS 7 déjà appliqués par le groupe ;
- amendements à IAS 12 «Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes» ;
- améliorations annuelles 2014-2016 ;

Ces textes sont sans impact significatif sur les comptes.

2.2. ÉVOLUTIONS DU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les nouvelles normes adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire ou possiblement anticipée pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2018 et pour lesquelles un impact potentiel sur les comptes du groupe a été identifié sont les suivantes :

IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients» est la nouvelle norme régissant les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle remplacera les normes IAS 11 «Contrats de construction» et IAS 18 «Produits des activités ordinaires», ainsi que leurs diverses interprétations.

Les analyses effectuées par le Groupe, et notamment la revue de contrats représentatifs des opérations significatives et des modes de contractualisation pour ses différents secteurs d'activités, confirment que le modèle actuel pour la comptabilisation du chiffre d'affaires n'est pas remis en cause par les nouvelles dispositions d'IFRS 15. Cela conduit à conclure à l'absence d'impact significatif pour le groupe.

Ainsi :

- Les «obligations de prestation restant à remplir» sont équivalentes au carnet de commande déclaré par le Groupe ;
- La notion d'équipements complexes ou intégrés utilisée par le Groupe pour distinguer les ventes reconnues à l'avancement répond notamment aux critères d'absence d'États-Unisge alternatif et les dispositions de contractualisation impliquent un droit à paiement pour la performance réalisée à date ;
- Le chiffre d'affaires dégagé par les contrats de construction et de services est comptabilisé comme une obligation de performance unique dont le transfert du contrôle s'effectue progressivement ;
- Le Groupe détermine le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison ;
- Les avances qui peuvent être perçues par les sociétés du Groupe ont pour vocation première de sécuriser le recouvrement des prestations réalisées pour le compte des clients, et sont consommées sur des durées limitées, ceci conduisant à conclure à l'absence de composante financière significative (mesure de simplification, IFRS 15.63).

Ces approches sont conformes aux dispositions de la norme IFRS 15.

La norme IFRS 15 entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Au regard des éléments exposés ci-avant, le Groupe optera pour la méthode de transition dite «rétrospective simplifiée» sans retraitement de la période comparative 2017.

Les capitaux propres figurant au bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2018 ne devraient ainsi pas être ajustés de façon significative lors de l'application de cette nouvelle norme.

Le Groupe finalisera au cours du premier semestre 2018, les travaux destinés à intégrer l'ensemble des nouvelles exigences de la norme en matière d'informations en annexes.

IFRS 9 - Instruments financiers

La norme «IFRS 9 - Instruments Financiers» remplacera à compter du 1^{er} janvier 2018 la norme «IAS 39 - Instruments financiers».

Cette nouvelle norme définit de nouveaux principes en matière de :

- Classement et évaluation des instruments financiers: le principal impact potentiel portera sur les instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. À date, le Groupe n'a pas encore statué sur l'option qu'il retiendra selon les différentes lignes de titres.
- Dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers: introduction d'un modèle unique et prospectif, basé sur les pertes attendues. Au

regard de sa politique de gestion du risque de crédit (modalités de paiement, assurances et garanties), le Groupe estime que les pertes attendues liées au risque de crédit sont non significatives et ne prévoit donc pas d'impact matériel sur ses comptes. Les analyses détaillées seront finalisées au cours du 1^{er} semestre 2018.

- Comptabilité de couverture: vise à aligner plus étroitement la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques de l'entité. Sans impact attendu sur les comptes, ce volet devrait néanmoins faciliter la documentation des opérations de couverture du Groupe.

IFRS 16 - Contrats de location

La norme IFRS 16 « Contrats de location », adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

IFRS 16 modifie le mode de comptabilisation des contrats de location par les preneurs: elle prévoit que toutes les locations d'actifs autres que celles de courte durée et celles portant sur des biens de faible valeur, doivent être comptabilisées au bilan du preneur sous la forme d'un actif lié au droit d'utilisation des biens loués, en contrepartie d'une dette financière représentative de l'obligation de paiement des loyers. Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et la dette financière de manière actuarielle sur la durée du contrat de location.

À ce jour, les contrats du Groupe qualifiés de locations « simples » sont présentés en engagements hors bilan. Ces contrats portent essentiellement sur des actifs immobiliers (tertiaires et industriels), des véhicules, des matériels de manutention et de transport ainsi que divers matériels informatiques.

Le montant du passif qui sera enregistré en dette locative au titre de ces contrats sera sensiblement dépendant des hypothèses retenues en matière de taux d'actualisation et de durée des engagements, les options de renouvellement, extension ou de résiliation anticipée des contrats devant être intégrées dans le calcul du passif si leur activation est jugée raisonnablement certaine lors de la conclusion du contrat.

Le Groupe envisage d'appliquer la norme IFRS 16 par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2018. Dans cette perspective, des travaux d'identification des impacts de l'application sur la base des principaux contrats de location au 31 décembre 2016 ont été initiés, actualisés au 31 décembre 2017.

La collecte et le traitement détaillés des données se feront par le biais d'une solution informatique déjà sélectionnée par le Groupe.

L'ordre de grandeur estimé des principaux impacts de l'adoption de la norme en 2018 sur les agrégats consolidés du Groupe, sur la base d'hypothèses provisoires de taux et de durées des contrats de location, serait le suivant:

- Charge de loyer: 14 M€
- Dette financière locative: 45 M€

À noter que le Groupe prévoit une première application selon la méthode rétrospective dite « modifiée » (IFRS.16.C5).

2.3. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur:

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

2.4. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.5. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.32.

2.6. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination

du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité de bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.7. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.8. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.9. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

2.10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.15.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne « résultat de cessions et frais d'acquisitions » du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme

une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;

- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.11. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne « Frais de recherche et développement ». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 « Subventions ».

2.12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (généralement de 1 à 10 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines: 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

2.14. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

2.15. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d'UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par la somme à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.11.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne «Pertes de valeur» du compte de résultat.

2.16. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.17. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne «autres passifs non courants» et «autres passifs courants» du bilan.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne «autres passifs non courants» et «autres passifs courants» du bilan.

2.18. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE).

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.19. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

Contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

La marge à terminaison est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique «Contrats de construction – montants à l'actif». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique «Contrats de construction – montants au passif».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

2.20. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS CONTRATS DE CONSTRUCTION)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.21. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme qui sont à capital garanti à tout moment et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.22. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques «Contrats de construction – montants à l'actif» ou «Contrats de construction – montants au passif».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêtés des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 6.22.

2.23. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 - Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.24. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.25. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'activité économique s'est affermie, enregistrant, selon les termes du FMI, « l'accélération synchronisée de la croissance mondiale la plus large depuis 2010 ». Parallèlement, les indices de production manufacturière et de commandes à l'industrie ont affiché une nette progression, pour retrouver en cours d'année des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis fin 2014.

Dans ce contexte, la dynamique exceptionnelle du marché de la logistique se confirme, la demande de centres de tri et d'entrepôts de stockage étant tirée par le développement de l'e-commerce, dans les pays avancés mais également en Chine. Par ailleurs, la stabilisation puis la progression des cours du pétrole et des matières premières s'est traduite par la confirmation de grands projets attendus dans l'aluminium et l'acier et par la reprise de l'investissement dans l'énergie, après le coup d'arrêt de 2015 et 2016. Seul le secteur de l'automobile marque le pas, après avoir bénéficié ces dernières années, notamment aux États-Unis, d'une vague de projets liés au lancement de nouveaux modèles ou moteurs.

Les enregistrements de commandes du Groupe atteignent ainsi en 2017 le chiffre record de 2117M€, en hausse de 652M€ (+45%) par rapport à 2016 (1465M€).

4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

Le Groupe a procédé à une révision du bilan d'ouverture de la société Daisho Seiki et de ses filiales, acquises le 7 décembre 2016, qui est sans impact sur la situation nette, les écarts d'acquisition ou le résultat 2016.

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017 figure en note 6.32.

5.1. PRISE DE CONTRÔLE DU SOUS-GROUPE SYLEPS

Le 19 juillet, le Groupe a finalisé l'acquisition du sous-groupe Syleps, leader français de solutions d'automatisation des flux logistiques internes des entrepôts et plateformes logistiques.

Le sous-groupe conçoit et met en place des systèmes intra-logistiques intégrés (équipements et software) sur la base de solutions en propre. Syleps a développé des technologies d'automatisation des opérations de préparation de commandes et de constitution de palettes hétérogènes pour les plateformes logistiques de la grande et moyenne distribution. Ses clients sont principalement des grands groupes de l'industrie agroalimentaire et des enseignes de la grande distribution.

Suite à cette acquisition, les sociétés Fives Syleps SA et Fives Syleps Robotics SAS sont entrées dans le périmètre de consolidation sur le 2ème semestre 2017, dans le secteur opérationnel «Logistique».

La contrepartie fixe et définitive transférée pour 99,64% de Syleps s'élève à 37,9M€. Le Groupe bénéficie d'une promesse de vente ferme du solde de la participation de 0,36%, exerçable sur la période du 1^{er} mars au 31 juillet 2018. Les frais d'acquisition encourus en 2017 se sont élevés à 0,4M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste «Résultat de cessions et frais d'acquisition».

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture sur la base d'une estimation de la juste valeur à la date d'acquisition. La différence entre le prix d'acquisition et les actifs identifiés fait ressortir un goodwill provisoire de 19,6M€. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

La contribution du sous-groupe Syleps aux agrégats du résultat opérationnel courant du Groupe sur l'exercice 2017 est la suivante :

- chiffre d'affaires: 23,2M€ (43,0M€ en base annuelle) ;
- résultat opérationnel courant: 2,6M€ (2,7M€ en base annuelle) ;
- dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant: 1,3M€ (2,7M€ en base annuelle).

5.2. INVESTISSEMENT DANS LA SOCIÉTÉ ADDUP

En 2016, la société AddUp, joint-venture détenue à 50% par Fives et à 50% par Michelin, a été créée, dans l'objectif de développer et commercialiser à l'échelle mondiale des machines et des ateliers de

production industriels via la technologie de «fabrication additive métallique», communément appelée impression 3D Métal. AddUp propose aux industriels des différents domaines d'application (automobile, aéronautique, santé,...) une solution globale allant de la conception et la fabrication de machines ou de lignes complètes de production aux services associés (re-conception des pièces, définition du processus de fabrication, installation, support à la production, formation). La société est consolidée par mise en équivalence depuis le 1^{er} janvier 2017.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Automobile: le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.

Logistique: le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie et de transport, ainsi qu'aux acteurs du e-commerce. Il offre également des solutions de gestion automatisée des entrepôts, à destination notamment du secteur de la distribution.

Ciment: l'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

Énergie: le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Métal: le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, ainsi que des lignes de traitement de la bande d'acier. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où le Groupe fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Aéronautique et industrie: le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose par ailleurs des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.

Autres: activités de holdings, ou communes aux autres activités.

Information par secteur opérationnel

	2017	2016
Automobile	330 919	386 857
Logistique	420 307	209 951
Ciment	75 529	84 399
Énergie	445 113	300 985
Métal	584 753	201 032
Aéronautique et industrie	255 901	266 619
Autres	4 433	15 223
Total enregistrements de commandes	2 116 955	1 465 066
Automobile	376 274	318 514
Logistique	299 803	238 665
Ciment	211 721	277 975
Énergie	399 142	375 523
Métal	318 738	274 903
Aéronautique et industrie	278 676	285 239
Autres	11 699	8 380
Total chiffre d'affaires	1 896 053	1 779 199
Automobile	21 638	25 225
Logistique	26 765	20 158
Ciment	18 817	21 530
Énergie	6 565	2 024
Métal	24 534	4 636
Aéronautique et industrie	(4 375)	(10 967)
Autres	(7 504)	1 453
Total résultat opérationnel courant	86 440	64 059
Automobile	28 074	30 619
Logistique	29 862	22 187
Ciment	19 936	22 831
Énergie	20 636	18 338
Métal	31 673	12 376
Aéronautique et industrie	10 824	6 624
Autres	(5 980)	2 613
Résultat opérationnel courant avant amortissements	135 025	115 588

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.17	Automobile	Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et industrie	Autres	Total
Écart d'acquisition	25 050	37 210	1 844	73 994	34 382	68 512		240 992
Immobilisations corporelles et incorporelles	50 673	33 477	7 146	76 499	42 682	61 712	10 269	282 458
Total actifs sectoriels	75 723	70 687	8 990	150 493	77 064	130 224	10 269	523 450
Autres actifs								1 050 737
Total actif								1 574 187

31.12.16	Automobile	Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et industrie	Autres	Total
Écart d'acquisition	28 511	17 590	1 967	84 649	34 382	77 949		245 048
Immobilisations corporelles et incorporelles	58 204	17 238	7 290	89 070	44 733	80 207	3 112	299 853
Total actifs sectoriels	86 715	34 828	9 257	173 719	79 115	158 156	3 112	544 901
Autres actifs								1 003 803
Total actif								1 548 704

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2017	2016
Contrats de construction (IAS 11)	1 166 026	1 112 961
Prestations de services (IAS 18 avancement)	270 898	222 845
Vente de biens (IAS 18 achèvement)	459 129	443 393
Total	1 896 053	1 779 199

Chiffre d'affaires par zone de destination

	2017	2016
Europe	679 335	569 979
Afrique et Moyen-Orient	297 282	257 128
Amérique	561 791	567 303
Asie et Océanie	357 645	384 789
Total	1 896 053	1 779 199

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	2017	2016
Europe	1 173 274	1 089 699
Afrique et Moyen-Orient	27 556	22 457
Amérique	487 394	477 626
Asie et Océanie	207 829	189 417
Total	1 896 053	1 779 199

Information relative aux principaux clients

Comme en 2016, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5% du chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	2017	2016
Charges de personnel	574 952	574 146
Effectif total à fin de période	8 666	8 365

Effectifs à fin de période

Par catégorie	2017	2016
Ingénieurs et cadres	3 863	3 668
Agents de maîtrise et employés	3 124	3 194
Ouvriers	1 679	1 503
Total	8 666	8 365

Par type de contrat

	2017	2016
CDI	8 126	7 894
CDD	329	312
Contrats en alternance et stages	211	159
Total	8 666	8 365

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2017	2016
Frais de recherche et développement bruts	(34 939)	(36 692)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	7 318	3 881
Total	(27 621)	(32 811)

6.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels de l'exercice 2017 s'élèvent à 24,9M€ par rapport à 8,8M€ en 2016. Ils incluent un produit de 28,5M€ lié à la réestimation des earn-out du Groupe conduisant à constater une absence de dette à ce titre en fin d'exercice pour Lund (seuils non atteints en 2017, dernier exercice concerné) et ECL (volumes d'affaires plus faibles qu'anticipés dans un contexte de reprise moins dynamique qu'attendue du marché de l'Aluminium, notamment dans les activités de services). Pour mémoire, en 2016, les autres produits et charges incluaient déjà un produit de 11.2M€ lié à la réestimation à la baisse des passifs d'earn-out du groupe.

6.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	2017	2016
Inclus dans le coût des ventes	(16 985)	(15 719)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(9 090)	(10 151)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22 510)	(25 658)
Total	(48 585)	(51 528)

6.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Ce poste inclut les coûts des restructurations opérées par le groupe. En 2016, Les coûts de restructuration étaient pour une grande partie associés à l'arrêt des activités de Fives Industries (secteur opérationnel Métal).

6.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	2017	2016
Résultat de cessions	(78)	590
Frais d'acquisitions	(394)	(561)
Total	(472)	29

6.9. RÉSULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier net

	2017	2016
Charges financières:		
- sur dettes bancaires brutes	(4 292)	(3 150)
- sur location financement	(15)	(17)
Autres charges d'intérêt	(900)	(1 341)
Étalement des frais d'émission	(790)	(1 155)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(5 997)	(5 663)
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 154	984
Total	(4 843)	(4 679)

Autres produits et charges financiers

	2017	2016
Revenus des participations	176	169
Résultat de change	(28 787)	(3 220)
- Profits (pertes) de change	(25 946)	(2 570)
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(2 841)	(650)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(88)	(336)
Dotation nette aux provisions financières	(9 224)	(4 218)
Autres éléments financiers	(136)	(220)
Total	(39 206)	(9 262)

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devise consentis par Fives:

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund en 2015 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd, dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.26.

Les charges de désactualisation sont liées à la désactualisation et à la réestimation des passifs financiers d'earn-out et de rachat des minoritaires.

6.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Analyse de la charge d'impôt

	2017	2016
CVAE et IRAP	(6 247)	(5 439)
Impôt exigible	(21 108)	(21 142)
Sous-total impôt exigible	(27 355)	(26 581)
Impôt différé	(2 843)	(4 560)
Total	(30 198)	(31 141)

Taux effectif d'impôt

	2017	2016
Résultat avant impôt	40 118	35 203
Taux d'impôt de la maison mère	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique	(13 812)	(12 120)
Incidence:		
Différences de taux	4 069	3 191
Variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées	(9 969)	(9 420)
Effet de la baisse de taux future en France et aux E-U (2017)	(9 912)	(1 493)
Différences permanentes et autres éléments	3 761	(7 458)
(Charge)/produit d'impôt	(25 864)	(27 301)
Taux d'impôt effectif	64,47%	77,55%
Effet de la CVAE et de l'IRAP	(4 334)	(3 841)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(30 198)	(31 141)

L'impact des changements de taux d'impôt provient essentiellement de la diminution du taux d'impôt fédéral aux États-Unis de 35% à 21%.

Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis le 1^{er} janvier 2013 par Novafives, société mère de Fives (listé en note 6.30). L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Novafives.

Groupes d'intégration fiscale

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du *group relief* en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.25.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit:

	31.12.16						31.12.17	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif	Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	13 754		(1 087)	(233)	494	(1 377)	11 550	
Déficits fiscaux reportables	15 153		634		444	(1 044)	15 186	
Réévaluations	9 434	(29 181)	3 541		(4 393)	1 096	8 140	(27 643)
Autres différences temporaires	33 034	(8 588)	(6 067)	(452)	143	(1 030)	21 388	(4 348)
Impôts différés actif (passif) bruts	71 375	(37 769)	(2 979)	(685)	(3 312)	(2 355)	56 264	(31 991)
Limitation des impôts différés actifs	(1 835)		136			(68)	(1 767)	
Compensation	(29 962)	29 962					(22 418)	22 418
Impôts différés actifs reconnus	39 578	(7 807)	(2 843)	(685)	(3 312)	(2 423)	32 079	(9 573)
Impôts différés nets	31 771						22 506	

6.11. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.16 Net	Variation de périmètre	Transfert	Variation de change et autres	31.12.17 Net
Automobile	28 511			(3 461)	25 050
Logistique	17 590	19 620			37 210
Ciment	1 967			(123)	1 844
Énergie	84 649			(10 655)	73 994
Métal	34 382				34 382
Aéronautique et industrie	77 949			(9 437)	68 512
Total	245 048	19 620		(23 676)	240 992

La variation de périmètre de 19,6M€ est liée à l'acquisition du sous-groupe Syleps.

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2017 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues:

- plan moyen terme 2018-2020 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2016) ;
- taux d'actualisation: 10% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2016).

Le test n'a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2017.

Analyse de sensibilité

- Sensibilité au taux d'actualisation: une hausse du taux d'actualisation de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- Sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- Sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux de trésorerie de long terme ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

6.12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	104 272	(49 944)	54 327	105 042	(45 425)	59 617
Marques acquises	24 532	(18 125)	6 407	26 878	(14 627)	12 251
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	68 768	(48 409)	20 359	70 670	(46 272)	24 398
Concessions, brevets et licences	44 510	(29 586)	14 924	35 117	(28 409)	6 707
Autres immobilisations incorporelles	19 085	(11 921)	7 164	25 281	(13 384)	11 897
Total	261 167	(157 986)	103 181	262 988	(148 118)	114 870

Au 31 décembre 2017, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.16	262 988	(148 118)	114 870
Acquisitions	8 084		8 084
Sorties et cessions	(1 064)	873	(191)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(26 173)	(26 173)
Reclassements	(156)	(60)	(216)
Variations de périmètre	11 750	2 697	14 447
Effet des variations de change	(20 435)	12 795	(7 640)
Solde au 31.12.17	261 167	(157 986)	103 181

Au 31 décembre 2016, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.15	247 475	(113 254)	134 221
Acquisitions	7 793		7 793
Sorties et cessions	(514)	708	194
Dotations aux amortissements / dépréciations		(29 751)	(29 751)
Reclassements	3 240	(2 747)	493
Variations de périmètre	(187)	298	111
Effet des variations de change	5 182	(3 373)	1 809
Solde au 31.12.16	262 988	(148 118)	114 870

6.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	27 763	(226)	27 537	28 111	(169)	27 942
Terrains en crédit-bail	237		237	237		237
Constructions	154 788	(79 288)	75 500	157 122	(77 249)	79 873
Constructions en crédit-bail	8 014	(4 260)	3 754	8 014	(3 972)	4 042
Installations techniques, matériel et outillages	180 268	(133 325)	46 943	179 673	(132 284)	47 389
Autres immobilisations	59 982	(42 011)	17 971	59 035	(41 652)	17 383
Autres immobilisations en crédit-bail	1 124	(361)	763	747	(164)	583
Immobilisations en cours	6 268		6 268	3 613		3 613
Avances sur immobilisations	304		304	3 920		3 920
Total	438 748	(259 471)	179 277	440 472	(255 489)	184 983

Au 31 décembre 2017, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.16	440 472	(255 489)	184 983
Acquisitions	21 229		21 229
Sorties et cessions	(8 776)	8 233	(543)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(23 068)	(23 068)
Reclassements	1 268	(145)	1 123
Variations de périmètre	2 272	587	2 859
Effet des variations de change	(17 717)	10 411	(7 306)
Solde au 31.12.17	438 748	(259 471)	179 277

Au 31 décembre 2016, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.15	450 718	(262 829)	187 889
Acquisitions	18 497		18 497
Sorties et cessions	(12 040)	10 642	(1 398)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(21 892)	(21 892)
Reclassements	(9 587)	7 673	(1 914)
Variations de périmètre	(5 927)	11 362	5 517
Effet des variations de change	(1 190)	(446)	(1 636)
Solde au 31.12.16	440 472	(255 489)	184 983

6.14. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS**Actifs financiers non courants**

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	10 291	(1 757)	8 534	9 840	(1 643)	8 197
Titres mis en équivalence	3 872		3 872	981		981
Créances rattachées à des participations	10 860	(64)	10 796	3 618	(154)	3 464
Autres immobilisations financières	5 603	(221)	5 382	5 024	(228)	4 797
Total	30 626	(2 042)	28 584	19 463	(2 025)	17 438

La variation de la valeur brute des titres disponibles à la vente inclut une augmentation de juste valeur de 1172 k€ au 31 décembre 2017 (720k€ nets d'impôt).

La société AddUp entrée dans le périmètre du Groupe au début de l'exercice (voir §5.2) contribue pour un montant de 2,8M€ au solde des titres mis en équivalence au 31 décembre 2017 (investissement net du résultat de la période) et pour un montant de 10,5M€ aux Créances rattachées à des participation (comptes courant, et obligations convertibles pour un montant de 6,3M€).

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2017:

	31.12.17		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	10 796	98	10 698
Autres immobilisations financières	5 382	2 138	3 244
Total	16 178	2 236	13 942

Actifs financiers courants

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	3 592		3 592	1 150		1 150
Créances rattachées à des participations	199	(136)	63	188	(64)	124
Prêts	769		769	150		150
Intérêts courus sur créances et prêts	52	(4)	48	3		3
Autres	2 175	(68)	2 107	4 083		4 083
Total actifs financiers courants	6 786	(208)	6 578	5 574	(64)	5 510

6.15. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	70 960	(13 504)	57 456	74 113	(16 422)	57 691
Encours de production sur contrats à l'achèvement	92 924	(3 014)	89 910	97 133	(6 129)	91 003
Produits intermédiaires et finis	45 782	(11 574)	34 208	37 992	(9 177)	28 815
Total	209 666	(28 092)	181 574	209 237	(31 728)	177 509

6.16. CONTRATS DE CONSTRUCTION

	31.12.17		31.12.16	
Contrats de construction - montants à l'actif	130 355		127 270	
Contrats de construction - montants au passif	(271 608)		(213 457)	
Net	(141 253)		(86 184)	

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante:

	31.12.17	31.12.16
Coûts et marges dégagés à l'avancement	2 042 887	1 699 509
Facturation intermédiaire	(2 181 260)	(1 783 594)
Provisions pour pertes à terminaison	(2 880)	(2 099)
Net	(141 253)	(86 184)

6.17. CRÉANCES CLIENTS

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	445 763	(7 105)	438 658	418 220	(8 956)	409 264

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres*	Clôture
2017	(8 956)	(417)	2 021	343	(96)	(7 105)
2016	(11 265)	(1 589)	3 625	121	152	(8 956)

* résultant notamment des mouvements de périmètre

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2017:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2017	438 658	338 550	49 981	30 222	19 905
2016	409 264	322 875	46 039	20 641	19 709

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants:

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque spécifique de non-recouvrement.

6.18. AUTRES ACTIFS COURANTS

	31.12.17	31.12.16
Créances fiscales	54 974	49 012
Avances et acomptes versés	19 787	30 130
Créances diverses	7 990	9 319
Charges constatées d'avance	8 780	7 828
Total	91 531	96 289

6.19. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.17	31.12.16
Équivalents de trésorerie	9 999	9 830
Disponibilités	119 970	112 797
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	129 969	122 627

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	114	7 510		21 051	670		1 705	9 999
Disponibilités	70 684	8 931	2 347	21 051	5 249	2 889	8 818	119 970
Total 31.12.17	70 798	16 441	2 347	21 051	5 919	2 889	10 523	129 969
Swaps de change	(7 716)	(24 282)	(11 484)	2 197	25 185	13 618	2 482	
Total 31.12.17 avant swaps	63 082	(7 841)	(9 137)	23 248	31 104	16 507	13 005	129 969

Au 31 décembre 2016, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	740	4 833			1 957		2 300	9 830
Disponibilités	46 990	10 552	2 505	21 648	8 655	13 427	9 020	112 797
Total 31.12.16	47 730	15 385	2 505	21 648	10 612	13 427	11 321	122 627
Swaps de change	3 244	(38 290)	(4 216)	5 172	30 572	2 824	696	
Total 31.12.16 avant swaps	50 974	(22 905)	(1 711)	26 820	41 184	16 251	12 017	122 627

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

6.20. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**Trésorerie nette**

	31.12.17	31.12.16
Équivalents de trésorerie	9 999	9 830
Disponibilités	119 970	112 797
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	129 969	122 626
Concours bancaires courants	(2 508)	(3 036)
Total	127 461	119 590

Variation du BFR

	Variations			
	31.12.17	31.12.16	Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(181 574)	(177 509)	(12 715)	8 650
Contrats de construction - montant à l'actif	(130 355)	(127 270)	(11 942)	8 857
Créances clients	(438 658)	(409 264)	(40 922)	11 528
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(91 627)	(96 546)	13	4 906
Contrats de construction - montant au passif	271 608	213 457	57 864	287
Fournisseurs et comptes rattachés	349 137	318 966	39 179	(9 008)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	205 972	205 045	(3 452)	4 379
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	(15 497)	(73 121)	28 026	29 598
Provisions courantes	79 209	83 540	(3 187)	(1 144)
Besoin en fonds de roulement	63 712	10 419	24 839	28 454

* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion

6.21. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2017 est composé de 2 185 612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature; le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société Novafives qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2017.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.22. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.16	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.17
Garantie	40 330	28 605	(9 743)	(19 233)	(1 870)	4 220	42 309
Litiges sur contrats	3 872	1 698	(298)	(1 364)	(106)	78	3 880
Pertes futures sur contrats	414	1 152	(324)	(24)	(17)	101	1 302
Charges sur commandes terminées	25 127	18 454	(11 671)	(8 366)	(422)	(549)	22 573
Autres provisions pour risques et charges-parts courantes	13 797	7 236	(5 883)	(3 424)	(670)	(1 911)	9 145
Total provisions courantes	83 540	57 145	(27 919)	(32 411)	(3 085)	1 939	79 209
Retraites	53 558	4 559	(5 840)	(350)	(1 696)	1 271	51 502
Autres avantages postérieurs à l'emploi	6 211	625	(461)	(353)	(59)	152	6 115
Autres provisions - part non courante	11 312	3 895	(6 329)	(2 889)	(212)	966	6 743
Total provisions non courantes	71 081	9 079	(12 630)	(3 592)	(1 967)	2 389	64 360

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.17	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,5%	2,4 - 2,7%	3,3%	0,3%	1,7%	7,2 - 7,7%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,4 - 2,7%	NA	NA	NA	7,0 - 7,2%
Taux d'augmentation des salaires	1,5%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

31.12.16	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,5%	2,7 - 2,9%	3,6%	0,3%	1,8%	6,6 - 8,0%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,7 - 2,9%	NA	NA	NA	6,6 - 8,0%
Taux d'augmentation des salaires	1,5%	NA	NA	2%	NA	5 - 7,25%

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s'élève à 98 427 k€ au 31 décembre 2017. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2016, l'engagement net à cette date s'établit à 51 502 k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de «désactualisation» de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3 264 k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2 117 k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 146 k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à (289)k€, hors effet d'impôt.

	Engagements de retraite au 31/12/2017						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraitée	24 428	8 978	60 626	3 717	1 499	508	99 756
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 594		244	24	193	62	2 117
Effet de l'actualisation	371	281	1 658	101		31	2 442
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime			(244)				(244)
Entrée de périmètre	1 612						1 612
Prestations payées	(2 344)	(822)	(3 068)	(133)	(150)	(18)	(6 536)
Nouveaux écarts actuariels	(559)	(237)	2 760	413		18	2 395
Écart de change et autres		(1 042)	(2 135)	230	(131)	(37)	(3 116)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.17	25 102	7 158	59 841	4 352	1 410	563	98 427
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			45 765			433	46 198
Rendement réel des actifs du régime			3 371			31	3 402
Cotisations versées par l'employeur			1 519			39	1 558
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(244)				(244)
Entrée / Sortie de périmètre							
Prestations versées par le régime			(3 068)			(18)	(3 087)
Écart de change et autres			(1 619)	747		(30)	(902)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.17			45 724	747		454	46 925
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	25 102	7 158	14 117	3 605	1 410	109	51 502
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.17	25 102	7 158	14 117	3 605	1 410	109	51 502
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2017							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 594		244	24	193	62	2 117
Effet de l'actualisation	371	281	1 658	101		31	2 442
Rendement attendu des actifs du régime			(1 265)			(31)	(1 296)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime							
Charge périodique nette comptabilisée en 2017	1 965	281	638	125	193	62	3 264
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	24 428	8 978	14 861	3 717	1 499	75	53 558
Cotisations versées par l'employeur			(1 519)			(39)	(1 558)
Charge périodique nette comptabilisée	1 965	281	638	125	193	62	3 264
Prestations payées directement par l'employeur	(2 344)	(822)		(133)	(150)		(3 449)
Entrée / Sortie de périmètre	1 612						1 612
Écarts actuariels	(559)	(237)	654	413		18	289
Écart de change et autres		(1 042)	(516)	(517)	(131)	(7)	(2 213)
Provision au bilan au 31.12.17	25 102	7 158	14 117	3 605	1 410	109	51 502

	Engagements de retraite au 31/12/2016						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraitée	23 769	9 620	60 057	3 630	845	433	98 355
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 477		300	22	139	69	2 008
Effet de l'actualisation	527	329	2 147	49	4	39	3 095
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime		(169)	(300)				(469)
Entrée de périmètre	46				465		511
Prestations payées	(2 815)	(824)	(3 772)	(85)		(71)	(7 567)
Nouveaux écarts actuariels	1 761	(248)	11 183	101		29	12 826
Écart de change et autres	(337)	270	(8 989)		45	9	(9 001)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.16	24 428	8 978	60 626	3 717	1 499	508	99 756
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			43 787			372	44 159
Rendement réel des actifs du régime			11 101			33	11 134
Cotisations versées par l'employeur			1 574			102	1 676
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(300)				(300)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(3 772)			(80)	(3 852)
Écart de change et autres			(6 625)			6	(6 619)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.16			45 765			433	46 198
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	24 428	8 978	14 861	3 717	1 499	75	53 558
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.16	24 428	8 978	14 861	3 717	1 499	75	53 558
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2016							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 477		300	22	139	69	2 008
Effet de l'actualisation	527	329	2 147	49	4	39	3 095
Rendement attendu des actifs du régime			(1 624)			(34)	(1 658)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime		(169)					(169)
Charge périodique nette comptabilisée en 2016	2 004	160	823	71	143	74	3 276
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	23 769	9 620	16 270	3 630	845	61	54 195
Cotisations versées par l'employeur			(1 574)			(102)	(1 676)
Charge périodique nette comptabilisée	2 004	160	823	71	143	74	3 276
Prestations payées directement par l'employeur	(2 815)	(824)		(85)		9	(3 715)
Entrée de périmètre	46				465		511
Écarts actuariels	1 761	(248)	1 706	101		30	3 350
Écart de change et autres	(337)	270	(2 364)		45	3	(2 382)
Provision au bilan au 31.12.16	24 428	8 978	14 862	3 717	1 499	75	53 558

Tableau des fonds investis

	2017		2016	
	Montant	%	Montant	%
Actions	36 819	78%	37 967	82%
Obligations et assimilés	7 594	16%	6 994	15%
Monétaire	2 249	5%	997	2%
Fonds diversifiés	263	1%	240	1%
Valeur de marché des fonds investis	46 925	100%	46 198	100%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.17	31.12.16
Valeur de l'obligation	98 427	99 756
Valeur de marché des fonds investis	(46 925)	(46 198)
Valeur actuelle des engagements	51 502	53 558

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement:

	2017		2016	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	831	3,38%	845	3,56%
États-Unis	125	1,75%	332	3,77%
Royaume-Uni	2 728	4,56%	3 130	5,16%
Allemagne	131	3,02%	137	3,70%
Japon	1	0,07%	1	0,10%
Inde	7	0,56%	1	0,13%

6.23. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.17			31.12.16		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	44 977	22 535	67 512	41 028	31 313	72 341
Frais d'émission	(896)		(896)	(1 633)		(1 633)
Dettes de crédit-bail	2 564	424	2 988	2 468	296	2 765
Autres dettes envers les établissements de crédit		6 743	6 743			
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		256	256			
Instruments dérivés passifs		1 194	1 194		384	384
Autres dettes financières		52 878	52 878		59 236	59 236
Comptes créditeurs de banques		2 507	2 507		3 036	3 036
Total financiers	46 645	86 537	133 183	41 863	99 815	141 678

Emprunts auprès des établissements de crédit

La dette auprès des établissements de crédit est amortissable et majoritairement souscrite à taux variable.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières correspondent aux montants empruntés dans le cadre de la convention de trésorerie auprès de la maison-mère Novafives.

Variation par nature des dettes financières

	31.12.17	31.12.16	Variations					
			Variation incluse dans le flux de financement	Périmètre	Conversion	Impact revalo IAS39	Nouvelle dette de crédit-bail	Charge d'intérêt
Emprunts auprès des établissements de crédit	67 512	72 341	2 190	706	(7 725)			
Frais d'émission	(896)	(1 633)	(73)		20			790
Dettes de crédit-bail	2 988	2 765	(654)		(31)		908	
Autres dettes envers les établissements de crédit	6 743		6 743					
Autres passifs financiers	52 878	59 236	(6 358)					
Intérêts courus	256	384	(5 452)		(5)			
Instruments dérivés passifs	1 194	5 550			(123)	(4 233)		5 329
Comptes créditeurs de banques	2 507	3 036						
Total dettes financières	133 183	141 678	(3 604)	706	(7 864)	(4 233)	908	6 119

Répartition de la dette par taux

	31.12.17			31.12.16		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 716	58 796	67 512	3 335	69 006	72 341
Frais d'émission	(896)		(896)	(1 633)		(1 633)
Dettes de crédit-bail	1 201	1 787	2 988	703	2 062	2 765
Autres dettes envers les établissements de crédit		6 743	6 743			
Autres dettes financières		52 878	52 878		59 236	59 236
Intérêts courus	256		256	384		384
Total emprunts et dettes financières	9 277	120 204	129 481	2 789	130 304	133 093

Répartition de la dette par devises

	31.12.17				31.12.16			
	Euros	USD	Autres	Total	Euros	USD	Autres	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	7 863	51 949	7 700	67 512	10 485	53 222	8 634	72 341
Frais d'émission	(767)	(129)		(896)	(1 336)	(297)		(1 633)
Dettes de crédit-bail	2 555	384	49	2 988	2 653	42	70	2 765
Autres dettes financières	52 878			52 878	59 236			59 236
Autres dettes envers les établissements de crédit	6 743			6 743				
Intérêts courus	97	159		256	173	211		384
Total emprunts et dettes financières	69 369	52 363	7 749	129 481	71 211	53 178	8 704	133 093

6.24. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS**Autres passifs non courants**

	31.12.17	31.12.16
Participation	2 540	3 619
Engagement estimé de rachat de minoritaires	3 719	8 618
Dettes estimées sur complément de prix	535	22 545
Dettes diverses	1 164	1 486
Produits constatés d'avance	553	965
Total	8 511	37 233

Autres passifs courants

	31.12.17	31.12.16
Dettes fiscales et sociales	123 452	119 896
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 519	1 631
Avances et acomptes reçus sur contrats à l'achèvement	38 094	49 289
Dettes d'acquisition de participations	136	
Dettes estimées sur complément de prix	499	
Dettes diverses	31 826	21 343
Produits constatés d'avance	8 650	8 935
Total	204 176	201 093

6.25. CONTRATS DE LOCATION**Contrats de location-financement**

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes:

	31.12.17			31.12.16		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	237		237	237		237
Constructions en crédit-bail	8 014	(4 260)	3 754	8 014	(3 972)	4 042
Autres immobilisations en crédit-bail	1 124	(361)	763	747	(164)	583
Total location financement	9 375	(4 621)	4 754	8 998	(4 136)	4 862

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant:

	31.12.17	31.12.16
À moins d'un an	424	295
Entre un et cinq ans	2 490	2 389
Plus de cinq ans	74	10
Valeur des montants futurs minimaux	2 988	2 695

Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant:

	31.12.17	31.12.16
À moins d'un an	14 689	12 895
Entre un et cinq ans	27 768	33 377
Plus de cinq ans	11 657	12 107
Valeur des montants futurs minimaux	54 114	58 379

6.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante:

	31.12.17		31.12.16	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	3 591	1 194	1 150	5 550
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	74 255	41 652	15 542	12 425	502	442	3 693
Autres dettes financières	52 878	52 878					
Dettes de crédit-bail	2 988	236	2 752				
Total dettes brutes à long terme	130 121	94 766	18 294	12 425	502	442	3 693
Frais d'émission	(4 309)	(3 033)	(927)	(349)			
Total dettes à long terme	125 812	91 733	17 367	12 076	502	442	3 693
Intérêts sur dettes à long terme		2 873	1 662	242	74	66	241

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 130 M€ et 439 M€ au 31 décembre 2017. Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 90 M€ utilisable à toutes fins jusqu'en janvier 2020. L'utilisation de cette ligne est libre jusqu'à 30 M€, et soumise au-delà au test d'un ratio de levier trimestriel, test qui n'a pas trouvé à s'appliquer au cours de l'exercice 2017. Cette ligne n'est pas tirée au 31 décembre 2017.

Risque de taux d'intérêt

La dette à taux variable de 120,2 M€ est proche du montant de la trésorerie active de 130 M€.

L'emprunt souscrit auprès de Novafives en 2013, a entièrement été remboursé en juillet 2017. Les fonds utilisés par Fives pour ce remboursement ont été mis à disposition par Novafives au titre de la gestion de trésorerie centralisée.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée, d'une part, des diverses tranches de dette bancaire externe souscrites et d'autre part, de l'encours de dette constitué auprès de Novafives au titre de la gestion de trésorerie centralisée.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est potentiellement soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2017 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2017 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2018 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2017 ;
- le Groupe garde accès à des comptes courants auxquels ne s'appliquent pas des taux négatifs.

Dans un potentiel environnement de taux négatifs, l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1%, d'autre part. L'analyse tient également compte des planchers contractuels applicables aux taux de référence des emprunts du Groupe.

Sous ces hypothèses, le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dettes à taux variable	42	(897)
Trésorerie placée à taux variable		1 049
Impact résultat	42	152

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a contracté en 2015 et en 2017 de la dette financière en dollars pour financer ses acquisitions et ses activités aux États-Unis. La dette financière en dollars, détenue en France, représente une exposition au risque de change de 38,3 M\$.

Par ailleurs, dans le passé, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises ou la holding du groupe aux États-Unis.

Il a été décidé au cours du quatrième trimestre 2016 de réduire le niveau d'endettement du sous-groupe US par le biais d'une augmentation de capital par Fives de la holding américaine du Groupe, Fives Inc. Cette opération qui a eu lieu le 23 mars 2017 a eu pour conséquence de réduire le nominal exposé au risque de change sur les prêts descendants de 60 M\$.

Par ailleurs, le 15 décembre 2017, Fives Inc a accepté l'assignation par sa filiale FMS Inc de sa dette court terme de 40 M\$ contractée auprès de Fives (au titre de la gestion de trésorerie centralisée) et l'a transformée en un emprunt long terme.

En conséquence de ces deux opérations, le nominal exposé au risque de change sur ces prêts s'élevait à 239,3 M\$ au 31 décembre 2017.

L'exposition nette du Groupe s'élève donc à 201 M\$.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Après une réduction exceptionnelle de 15 M€, réalisée en juin 2017 (par voie d'augmentation de capital), le nominal exposé s'élevait à 29,6 M€ au 31 décembre 2017.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce par contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance Change (filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2017, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2018

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 239,3 M\$ au 31 décembre 2017, le produit prévisionnel d'intérêts 2018 à 16,1 M\$, soit une exposition de 252,4 M\$ ou 210,4 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice et déduction des couvertures contractées. Les prêts d'acquisition sont adossés à des emprunts externes à hauteur de 38,3 M\$ de nominal, auxquels se rattache une charge d'intérêt prévisionnelle pour 2018 de 1,1 M\$, soit une position nette de 39,4 M\$, ou 32,9 M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

La position des prêts d'acquisition libellés en USD, nets des emprunts, y compris intérêts nets est ainsi de 213 M\$ ou 177,6 M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice et déduction des couvertures contractées.

Le nominal du prêt à Fives UK Holding Ltd. est de 29,6 M€, le produit d'intérêt prévisionnel 2018 de 1,3 M€, soit une exposition brute de 30,9 M€, soit 34,8 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de ces expositions en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP serait la suivante en 2018 :

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,0993	1,1993	1,2993
Créance nette après couverture	193,7	177,6	163,9
Impact résultat 2017	16,1		(13,7)
Prêts GBP			
Cours de clôture	0,7872	0,8872	0,9872
Créance nette après couverture	39,2	34,8	31,3
Impact résultat 2017	4,4		(3,5)
Total impact résultat 2017	20,5		(17,2)

Exposition nette au 31 décembre 2017, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2018

Les cash-flows attendus en 2018 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 28,4 M\$. Par ailleurs, le service 2018, en capital et en intérêts, des emprunts externes contractés en USD, est de 19,4 M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2018 ressort donc à 6,1 M\$, soit 5 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice et déduction des couvertures contractées.

Les flux de trésorerie attendus en 2018 au titre du prêt de Fives à Fives Holding UK sont de 4,5 M€, soit 5 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.17.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

6.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN**Avals, cautions et autres**

	31.12.17	31.12.16
Engagements donnés	287 074	253 878
Engagements reçus	65 516	79 079

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

6.29. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2017, les rémunérations versées par Fives et ses filiales aux membres du Comité Exécutif du groupe Fives, soit 19 personnes au total, se sont élevées à 4 857 k€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

6.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2017 et 2016 s'élève respectivement à :

	2017			2016		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	1 143	136	1 279	562	234	796
Ernst & Young	770	170	940	778	235	1 014
Grant Thornton	49	6	55	708	59	767
Total	1 963	312	2 275	2 048	529	2 577

6.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

6.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France			Société Mère
FI 2006 *	Paris, France	IG	100,00	100,00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Shanghai Fives Mechanical and Electrical Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	100,00
Fives Japan KK	Japon	IG	100,00	100,00
AUTOMOBILE				
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100,00	100,00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100,00	100,00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100,00	100,00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100,00	100,00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	100,00	85.46
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Landis Limited	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100,00	100,00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100,00	100,00
LOGISTIQUE				
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100,00	100,00
Fives Intralogistics S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Intralogistics SAS *	Grigny, France	IG	100,00	100,00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives Syleps SA	Lorient, France	IG	100,00	99,64
Fives Syleps Robotics SAS	Lorient, France	IG	100,00	99,64
CIMENT				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100,00	100,00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99,90	99,90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85,18	85,18
Fives Pillard España	Espagne	IG	85,18	85,18
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	85,18	85,18
Fives Pillard Combustion System Equipment (Beijing) Co., Ltd.	Chine	IG	85,18	85,18
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47,50	40,46
Fives Combustion Systems Private Limited	Inde	IG	100,00	100,00
ÉNERGIE				
Fives Cail *	Ronchin, France	IG	100,00	100,00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40,00	40,00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100,00	100,00
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion France *	Marseille, France	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Spain, S.L.	Espagne	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Cryo*	Golbey, France	IG	100,00	100,00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100,00	100,00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100,00	100,00
Fives Itas S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives OTO S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
MÉTAL				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	100,00	100,00
Fives DMS *	Seclin, France	IG	100,00	100,00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100,00	100,00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100,00	100,00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100,00	100,00
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100,00	100,00
Fives Stein Bilbao	Espagne	IG	100,00	100,00
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Stein India Projects Private Limited	Inde	IG	100,00	100,00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co, Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100,00	100,00
Fives Solios *	Le Pecq, France	IG	100,00	100,00
PSA 2000 *	Le Pecq, France	IG	100,00	100,00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100,00	100,00
Fives Services Gulf SPC	Bahreïn	IG	100,00	100,00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Fives Services Southern Africa (Proprietary) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Solios Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives ECL*	Ronchin, France	IG	100,00	100,00
ECL Services, Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
ECL Services Middle East DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100,00	100,00
Fives Services Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100,00	100,00
ECL Shanghai Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE				
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems International (Hong Kong) Limited	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	75,00	75,00
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	100,00	100,00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100,00	100,00
AddUp SAS	Cebezat, France	MEE	50,00	50,00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Novafives.

IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2017

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour First - TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS
185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1 723 040 €
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Fives relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.6, 2.15 et 6.11 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciations ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que les notes 2.6, 2.15 et 6.11 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.6 et 2.19 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.6 et 2.25 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et avons vérifié que les notes 2.6 et 2.25 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 23 mars 2018

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

PROJET DE RÉSOLUTIONS (extrait)

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil de surveillance, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 38 087 568,81 €.

L'Assemblée générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 60 179 € ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 20 060 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 38 087 568,81 € en totalité au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en porter le montant à 238 061 563,41 €.

L'Assemblée générale constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil de surveillance, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2017,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 1 352 k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et la convention qui y est mentionnée.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale :

- décide de renouveler pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023, le mandat de Commissaire aux comptes :
 - d'ERNST & YOUNG ET AUTRES, dont le siège social est situé Paris La Défense 1, 1-2 place des Saisons, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 438 476 913,
 - de DELOITTE & ASSOCIES, dont le siège social est situé 185 C avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 572 028 041,
- décide de ne pas renouveler le mandat de Commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX et de BEAS.

Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 102 723 764 euros
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, Le Square
Copyright © 2018 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier SATIMAT, certifié
PEFC (Pan European Forest Certification ou Programme
de reconnaissance des certifications forestières), garan-
tissant la gestion durable des forêts.



www.fivesgroup.com